



Etudes et conseils en
Environnement



Evaluation finale du Projet de Développement Régional du Sud-Ouest (PDRSO) de la RCA

Présentation des principales conclusions

Bangui, 17 et 18 mai 2021

SYLVATROP CONSULTING SARL

28-30, Rue de la ville évêque – 22590 Pordic France
Tél.: + 33 7 85 08 34 63



SALVATERRA

6 rue de Panama, 75018 Paris, France
Tél.: + 33 6 66 49 95 31

Sommaire

1. Evaluation de la C1 Développement local
2. Evaluation de la C2 Forêt
3. Evaluation de la C3 REDD+
4. Point spécifique sur l'efficacité du projet
5. Conclusions / recommandations

1. C1 Développement local

Un constat préalable : évolution de la stratégie dès le démarrage du Projet

- Priorité est mise sur l'élaboration des Plans de Développement Local (PDL) avant la réalisation des investissements, au motif que la sélection des investissements doit s'inscrire dans une logique de choix concerté issu d'un processus inclusif.
- L'élaboration des PDL est externalisée, le financement de cette activité non prévue initialement est pris sur le FIC (avenant à la convention de financement à hauteur de 300000 €).

1. C1 Développement local

Elaboration des PDL :

- Processus de concertation approfondi aboutissant à un document approprié
- Mais décalage temporel très important (la moitié des PDL est approuvé en 2020), lié à des impondérables et à des choix stratégiques de l'UGP (Effacité)
- Au mieux un an d'accompagnement de la mise en œuvre des PDL
- Impact important au niveau des communes sur la compréhension des enjeux locaux de développement (mais limite liée au fait que l'exécutif communal est nommé par l'Etat et dispose d'une pérennité limitée)
- Durabilité non acquise car capacité de mise en œuvre des PDL très faible (maîtrise d'ouvrage)

1. C1 Développement local

Renforcement des capacités :

- Capacités initiales extrêmement faibles
- Efficacité limitée : engagement d'un processus de formation lourd (13 sessions abordant de nombreux aspects de la gestion communale) mais intervenant dans le dernier tiers d'exécution du Projet
- Impact réel compte de la situation initiale, mais qui aurait pu être plus important (au mieux un exercice de préparation budgétaire accompagné par le Projet)
- Pas d'impact sur la transparence du processus de mobilisation des taxes forestières
- Durabilité très faible : communes en incapacité d'élaborer seule leur budget, et ne disposant pas des outils nécessaires au suivi de l'exécution budgétaire

1. C1 Développement local

Financement des investissements :

- Arrivant après l'adoption des PDL (principe non remis en cause malgré le retard) (la pertinence de ce choix est mise en question)
- Nécessité de proroger la durée d'exécution du Projet d'un an
- Pas d'implication des communes dans la maîtrise d'ouvrage
- Impact relativement faible sur l'amélioration des services de base (625 000 euros consacrés aux projets au lieu d'1 M€ prévus)
- Questionnement sur le choix des projets financés (éventail très large)
- Durabilité aléatoire pour certains projets (moyens de fonctionnement non identifiés)

1. C2 Forêt

- **PDRSO fait suite au PARPAF** avec OS2 pertinent de « *Gérer durablement le massif forestier du S-O et sécuriser (...) rentrées fiscales des communes* ».
- **Contexte favorable au début** : Arrêté MEF de 02/2017 conditionnant l'autorisation d'export des bois au versement des taxes forestières => arriérés de salaires résorbés et budget AGDRF 300 M FCFA/an ; Taxes forestières communales en augmentation...
- **PDRSO a appuyé l'AGDRF** (4x4, matériel, renf. capacités et EILT-CT) pour élaborer/réviser 6 PA et appui-conseil au MEF et opérateurs. 100% des PEA du S-O RCA sont aménagés ! Opérateurs, MEF et AGDRF soulignent l'impact + du PDRSO.
- **Rapport analyse et relance de l'AGDRF** élaboré en août 2019 (J.G. CORNET)...
- **MAIS, dissolution de l'AGDRF** au 1^{er} janvier 2020 suite à mission FMI et Min. Fin. RCA. Manque de soutien du MEF et jeu d'acteur avec le FDF défavorable à l'AGDRF... Réhabilitation AGDRF ou Cellule GRDF au sein du MEF à l'étude mais dossier bloqué...

2. C2 Forêt

- PA validés, formations opérateurs et DREF effectuées, outils disponibles (efficacité et impact). Mais conditions de suivi et contrôle de l'AF ne sont pas réunies... Le MEF et les DREF doivent être appuyés d'avantage et + longtemps (durabilité).
- Taxes forestières payées par les sociétés mais leur bonne gestion et leur utilisation dans les communes reste un défi majeur (durabilité)... Manque de lien avec les PDL (cohérence)? Problèmes de gouvernance... Pour la « paix sociale », certaines sociétés font des actions sociales en dehors des PDL...
- L'AGDRF n'a plus d'existence et de budget et les perspectives d'une réhabilitation à CT étaient mauvaises... Risque de pertes de compétences, fuite des agents les plus qualifiés vers le privé (durabilité).
- Le PDRSO a apporté une pierre à l'édifice (pertinence et impact) mais le processus d'AF et surtout la bonne gouvernance du secteur forestier est très difficile à atteindre. Ne peut être résolue en 4 ans de PDRSO (durabilité)...

2. C2 Forêt

Total de 19 missions CT en 4 ans sur la C2 forêt :

- **Volet social des PA** (4 missions) : révision études socio-éco PA, formations agents AGDRF, MEF et GAS sociétés forestières, test terrain outils suivi de meo des mesures sociales
- **Formations DREF** (2 missions) : formation des formateurs, formation agents DREF, outils de contrôle et test terrain.
- **Formation cartographie** (2 missions) : agents AGDRF et aménagistes/cartographes des opérateurs forestiers.
- **Appuis élaboration PA** et résumés PA (4 missions)
- **Procédures validation PG et PAO** (1 mission)
- Divers...

=> Certaines missions bien pertinentes et avec impacts mais doutes sur l'efficience d'un tel nombre de missions CT...

3. C3 REDD+

- Initialement, l'OS3 du PDRSO prévoyait de « *Décliner et mettre en œuvre au niveau régional la Stratégie nationale REDD+* » (pertinence)
- Mais la SN-REDD+ n'existe toujours pas... Un CNI-REDD+ très complet a été finalisé début 2020. Alimenté par données et projets pilotes PDRSO (cf. suite PPT). Cohérence
- Durabilité. Dans le cadre du CNI-REDD+ CAFI, l'AFD a lancé un AMI fin 2020 pour : i) la mise en place d'une AT de 12 mois au sein de la CN climat pour faciliter le dialogue politique entre RCA et CAFI pour l'élaboration de la LOI CAFI, **ii) la réalisation de 3 études de faisabilité de projets**, et iii) la restitution de la LOI et des 3 études de faisabilité aux populations.

3. C3 REDD+

- 2 études droits/foncier

- **Projet « Yaka Na Kéké » de plantations agroforestières d'acacia et manioc** : démarré en 2019 avec 2 ha, ajout de 55 ha pour 40 producteurs en 2020 (dont 18 ha par 2 employés PDRSO) + 40 ha en 2021? Pépinières produites par les paysans avec appui matériel PDRSO.

=> **Constats** : Projet pertinent ! Quelques parcelles modèles bien entretenues ! Mais de nombreux paysans ont saisi « l'opportunité » d'un appui mais n'arrivent pas à entretenir les parcelles (1ha) et part-feux (attente d'appui PDRSO). Ces parcelles viennent en + de leurs parcelles habituelles (manque de capital, main d'œuvre) => enherbement du manioc et risque d'incendie et destruction (durabilité). Coût moyen assez élevé : 2 200 €/ha (efficience).

Trop récent, peu de recule. Les petits producteurs ont du mal à se projeter à 8 ans... Intéresse projet FAO TRI, lien avec projet privé Centraforest (DG FRM). Durabilité.

3. C3 REDD+

- **Mise en place de 4 CEP dans 4 villages : 2 CEP « forêt » (Plantain, taro, igname) et 2 CEP « lumière » (Arachide, maïs, manioc).** Diagnostics systèmes de production, formations et analyse/reco pérennisation par EICT (7 missions CT) + appuis ENLT-REDD+. Dons de petit matériel au groupements.

=> **Constats** : Les groupements ont perdu 1/2 à 2/3 de leurs membres, résultats agronomiques variables (réussites et échecs), l'acceptation et l'appropriation des techniques (qui demandent plus de travail...) est très variable (pas de brûlis, semi en ligne, andins, trouaisons, etc.), certains producteurs déclarent avoir adopté les techniques dans leurs champs individuels, etc.

Trop récent (2019), trop petit (2 ha dans 4 villages), manque de recul sur la performance agronomique, économique et environnementale des systèmes (*impact et durabilité*).

Besoin d'accompagnement plus long et doutes sur modèle « groupement » en contexte rural RCA proche Bangui.

3. C3 REDD+

- « **Etat des lieux de l'approvisionnement en bois-énergie de la ville de Bangui (RCA) - Quantification des flux et caractérisation des filières** » (CIRAD, janv. 2019). Suivi de flux et enquêtes acteurs. consommation totale annuelle de Bangui et périph = 590 000 t eq. bois/an (300 000 t bois de chauffe et 29 000 t charbon). Valeur ajoutée brute globale de la filière = 11,9 milliards de FCFA.

4 recommandations principales dont « Schéma directeur d'approvisionnement durable de la ville de Bangui » => Va être financé par projet FAO TRI et élaboré par CIRAD (*durabilité*).

- « **Etude de l'organisation, du fonctionnement et des flux de la filière bois informel (sciages artisanaux)** » (CIRAD, janv. 2019). Suivi flux, enquêtes acteurs urbains, enquête producteurs. Total des flux de sciages artisanaux = 63 000 m³/an dont 77% via Pk9 (axe Sud-ouest). Estimation volume artisanal abattu de 210 000 m³/an bois rond (rendement matière 25%). Atelier Stratégie d'intervention pour améliorer et encadrer le sciage artisanal en RCA (oct. 2019). Validé début 2020 par MEF. Suite?

3. Recherche forestière

Contrat Appui à la recherche forestière MEF-CIRAD (121 000 € sur 4 ans):

Partenariat CIRAD – ICRA (ARF) pour la mise en œuvre en + de l'allocation de 15 M FCFA/an du FDF.

Achat d'un 4x4 Suzuki, équipement (tablettes, etc.), financement campagnes annuelles d'inventaires, indemnité 2 personnes et petits budget de fonctionnement.

Dispositif permanent d'inventaire forestier existant depuis 1982 (données scientifiques qui ont alimenté les scénarios d'AF en Af-C.). 40 parcelles de 1h avec 3 traitements sylvicoles différents.

Pertinent d'appuyer un tel dispositif de recherche (liste des publications dispo)

4. Point spécifique sur l'efficacité du Projet

Prédominance des ressources humaines dans le budget du Projet :

- 48,4% du budget consacré à l'expertise internationale + 8,2% pour l'expertise nationale = 56,6% pour le budget RH (hors prestataires)
- Diminution du budget « Investissement » devant intervenir au bénéfice des populations (objectif initial du projet)
- Interrogation sur l'efficacité des missions d'ECT (58 missions)

5. Conclusions / recommandations

- Poursuivre l'appui aux communes
- Approfondir les PDL sur la dimension GRN
- Prioriser l'enjeu de la bonne gouvernance des taxes forestières
- Mieux intégrer les sociétés forestières dans les processus de mise en œuvre du développement local
- Prendre en compte la dimension institutionnelle de la décentralisation
- Accompagner le MEF pour identifier une solution durable sur l'AGDRF
- Budgets de fonctionnement de l'administration forestière et bonne gouvernance
- Capitaliser et diffuser les données, outils et formations du PDRSO et poursuivre les efforts en ce sens
- Capitaliser les résultats du PDRSO et poursuivre les appuis sur la REDD dans les zones en périphérie de Bangui